


Charte du Manden

La **charte du Manden**, **charte du Mandé**^[1], **charte de Kouroukan Foug**a, ou encore, en langue malinké, ***Manden Kalikan***, est la transcription d'un contenu oral, lequel remonterait au règne du premier souverain Soundiata Keita qui vécut de 1190 à 1255. Elle aurait été solennellement proclamée le jour de l'intronisation de Soundiata Keita comme empereur du Mali à la fin de l'année 1236. Il existe plusieurs texte de la

Charte, celui décrit ci-dessous qui remonterait à 1222 et provient des travaux menés à partir des années 1970 par Wa Kamissoko et Youssouf Tata Cissé, est inscrit en 2009 par l'UNESCO sur la liste du Patrimoine culturel immatériel de l'humanité

La Charte du Mandén, proclamée à Kouroukan Fouga *

Patrimoine culturel immatériel

Pays	 <u>Mali</u>
Liste	<u>Liste représentative</u>
Fiche	<u>00290</u>
Année d'inscription	<u>2009</u>

* *Descriptif officiel UNESCO*

[modifier](#)



Ce texte est considéré au même titre que la Magna Carta produite en 1215 en Angleterre, comme l'une des plus anciennes références concernant les droits fondamentaux. Sa reconnaissance

confirmerait sa valeur juridique et sa portée universelle.

Origine

Œuvre de lettrés, ce texte en forme de serment nous est connu dans deux versions : l'une datée de 1222 et comportant sept chapitres, l'autre de 1236 et comportant quarante-quatre articles. Ces deux versions ont été retranscrites à partir de travaux conduits depuis les années 1960 auprès de griots dépositaires de ces récits, appartenant en particulier à la confrérie des chasseurs.

En 1949, le lettré guinéen Souleymane Kante publie une compilation de 130 règles juridiques qu'il date de 1236 et situe à « Kurukan Fuga ». En 1960, Djibril Tamsir Niane publie *Sunjata ou l'épopée mandingue*, traduction en français d'un récit oral produit par Mamadou Kouyate qui évoque la construction d'un corpus juridique à « Koroukan fougua ». En 1998, à l'occasion d'un atelier sur la collecte et la sauvegarde du patrimoine oral africain, organisé à Kankan (Guinée) par l'Agence pour la francophonie et le CELTHO, Siriman Kouyaté compose un texte de 44 articles à partir de plusieurs récits oraux qu'il date de 1236. Enfin, Youssouf Tata Cissé publie

le *Testament de Sunjata* puis le *Serment des chasseurs*, d'après des récits de Wa Kamissoko qu'il date de 1222. Le *Serment des chasseurs* est renommé *Charte du Mandé* en 2007^[2].

Contenu de la Charte

Après un préambule « à l'adresse des douze parties du Monde et au nom du Mandé tout entier », la charte mentionne sept paroles, qui sont autant d'entêtes d'articles de la charte :

- « Une vie n'est pas plus ancienne ni plus respectable qu'une autre vie, de même

qu'une autre vie n'est pas supérieure à une autre vie »;

- « Que nul ne s'en prenne gratuitement à son voisin, que nul ne cause du tort à son prochain, que nul ne martyrise son semblable »;
- « Le tort demande réparation »;
- « Pratique l'entraide »;
- « Veille sur la patrie »;
- « La faim n'est pas une bonne chose, l'esclavage n'est pas non plus une bonne chose »;
- « La guerre ne détruira plus jamais de village pour y prélever des esclaves; c'est dire que nul ne placera désormais

le mors dans la bouche de son semblable pour aller le vendre; personne ne sera non plus battu au Mandé, a fortiori mis à mort, parce qu'il est fils d'esclave »;

- « Chacun est libre de ses actes, dans le respect des interdits des lois de sa patrie ».

Selon les transpositeurs de la charte du Manden, l'abolition de l'esclavage fut une œuvre maîtresse de Soundiata Keita et de l'Empire du Mali. On trouverait dans cette charte les notions de respect de la vie humaine, de droit à la vie, les principes d'égalité et de non-discrimination, de

liberté individuelle, de justice, d'équité et de solidarité. En contestant l'esclavage, elle identifierait la violence des situations comme précédant la violence de la guerre.

[réf. nécessaire]

Patrimoine culturel national

Le 16 mars 2011, le gouvernement malien a adopté en Conseil des ministres un projet de décret portant classement dans le patrimoine culturel national de la Charte du Manden^[3].

Controverse sur cette charte

L'authenticité de cette charte est contestée par des universitaires, comme Jean-Loup Amselle^[2] ou Francis Simonis^[4], qui estiment qu'il s'agit d'une reconstruction contemporaine inspirée par l'idéologie afrocentriste. Pour Jean-Loup Amselle, de plus, «comparer la charte de Kurukan Fuga au “Bill of Rights” et à la “Déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen” n’a pas grand sens [... car] cette charte ne marque en aucune façon le surgissement d’un soulèvement contre une monarchie absolue [...] ou une préoccupation relative aux droits de l’individu, quels qu’ils soient. [...] Cette charte concerne exclusivement la

passation de pactes ou d'alliances entre groupes»^[5].

Seydou Camara a écrit à propos de
l'épopée de Soundiata Keita

« Le schéma idéologique mis en place répond à la situation dominante de ceux qui l'ont construit et vise à consolider celle-ci. Ce modèle qui donne de l'organisation sociale une image simplifiée répartit les hommes en trois catégories : les hôôrôn (hommes libres) spécialistes du